

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS315/1  
G/L/694  
27 septembre 2004

(04-4046)

Original: anglais

## COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – CERTAINES QUESTIONS DOUANIÈRES

### Demande de consultations présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 21 septembre 2004, adressée par la délégation des États-Unis à la délégation des Communautés européennes et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes, conformément aux articles 1 et 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord") et à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994"), au sujet:

- a) de l'administration non uniforme, par les Communautés européennes, des lois, règlements et décisions judiciaires et administratives du type décrit à l'article X:1 du GATT de 1994, qui visent la classification et l'évaluation des produits à des fins douanières et les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation, et
- b) du fait que les Communautés européennes n'ont pas institué des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

Nous croyons savoir que les principales lois et les principaux règlements des Communautés européennes relatifs à la question susmentionnée sont les suivants:

- le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le Code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "Code");
- le Règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission, du 2 juillet 1993, fixant certaines dispositions d'application du Règlement (CEE) n° 2913/92, du 12 octobre 1992, du Conseil établissant le Code des douanes communautaire, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "Règlement de la Commission");
- le Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "Règlement tarifaire");

- le tarif intégré des Communautés européennes, établi en vertu de l'article 2 du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, y compris toutes ses annexes, tel que modifié (le "TARIC");
- pour chacune des lois et chacun des règlements susmentionnés toutes les modifications, mesures d'application et autres mesures connexes.

L'"administration" s'entend de l'administration par tous les moyens, y compris, mais pas exclusivement, les lois, règlements, guides, manuels et pratiques administratives des autorités douanières des États membres des Communautés européennes.

Bien que le Code, le Règlement de la Commission, le Règlement tarifaire, le TARIC et les mesures connexes énoncent des règles concernant la classification et l'évaluation des marchandises à des fins douanières, ils semblent laisser toute latitude aux autorités douanières nationales pour prendre des décisions dans plusieurs domaines clés de l'administration douanière. Cela se traduit par l'administration disparate de ces mesures douanières à plusieurs égards, y compris, mais pas exclusivement, les suivants:

- différences dans la classification et l'évaluation des marchandises;
- différences dans les procédures de classification et d'évaluation des marchandises, y compris la fourniture aux importateurs de renseignements contraignants sur la classification et l'évaluation;
- différences dans les procédures d'admission et de mise en libre pratique des marchandises, y compris recours à l'automatisation dans certains États membres mais pas dans d'autres, prescriptions différentes en matière de certificats d'origine, critères différents selon les États membres pour l'inspection physique des marchandises, prescriptions différentes en matière de licences pour l'importation de produits alimentaires et procédures différentes pour le traitement des envois exprès;
- différences dans les procédures de vérification des déclarations d'importation après la mise en libre circulation des marchandises dans les Communautés européennes;
- différences dans les sanctions et dans les procédures relatives à l'imposition de sanctions en cas de violation des règles douanières;
- différences dans les prescriptions en matière de tenue des registres.

De surcroît, les articles 243 à 246 du Code prévoient expressément que les États membres des CE sont responsables de la mise en œuvre des procédures de recours. En conséquence, les procédures de recours varient d'un État membre à l'autre et il ne semble possible d'obtenir la révision d'une décision des autorités douanières par un tribunal des Communautés européennes qu'après que l'importateur ou une autre partie intéressée a demandé sa révision par un tribunal administratif et/ou judiciaire national.

Les États-Unis estiment que la façon d'administrer le Code, le Règlement de la Commission, le Règlement tarifaire, le TARIC et les mesures connexes, qui est décrite ci-dessus, n'est pas compatible avec l'obligation des Communautés européennes, au titre de l'article X:3 a) du GATT

de 1994, d'appliquer "d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable" les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT de 1994. En outre, ces modalités semblent incompatibles avec l'obligation des Communautés européennes au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et nous espérons qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour les consultations.

---